L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX : rue de Chartres No 73, NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 24 NOVEMBRE 1865 entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN, 24 NOVEMBRE.

La Presse de la Nlle-Orléans.

Convention adoptée le 16 novembre 1865.

Par-devant Jean, propriétaires de la Presse de la Nlle-Orléans, conviennent d'adopter un tarif uniforme d'annonces.

TARIF D'ANNONCES :

	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1 carré...	$12 net.	$22 net.	$30 net.	$50 net.	$75 net
Demi ...	22	38	50	80	125
Quart ...	38	55	70	110	175
Huitième ...	55	87	90	140	225
Seizième ...	65	90	105	170	275
Trente-deuxième ...	80	105	125	200	325
Soixante-quatrième ...	85	115	145	250	400
Cent-vingt-huitième ...	70	125	165	280	450
Demi-colonne ...	75	135	190	320	500
Colonne ...	80	145	190	350	560
Demi-page ...	85	155	210	380	600
Page entière ...	90	165	230	410	650
Quatre pages ...	95	175	250	450	700
Quinze jours ...	100	185	270	490	750
Feuille ...	125	330	450	700	1100

Les annonces au mois, traitées tous les deux jours paieront les deux tiers des taux ci-dessus.

Les annonces au mois dans la page éditoriale paieront 50 % de sus de par mois.

Les annonces transitoires payées à tout de rôle dans les diverses parties du journal paieront 50 cts de carré pour la première insertion et 25 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces politiques par intervalles paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les personnes faisant régulièrement et au mois des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, le pourcentage dont il sera question ci-dessus, pourvu que dans aucun cas cet escompte ne dépasse 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires payeront 20 cts de carré la ligne pour chaque insertion. Remarque : les annonceurs auront aux réclames le même escompte que sur leurs annonces.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les comptes des personnes faisant régulièrement des annonces leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

G F WEISSE & Co., *Abeille de la N O*
A M HOLBROOK, *Picayune*
J O NIXON, *Courrier*
Wm H C KING & Co., *Times*
EDWIN L JEWELL, *Southern Star*

MM Drake & Markham, 56 Camp, appellent l'attention des dames sur leur grand assortiment de belles chaussures pour les fêtes, et les engagent à faire leurs achats avant que les prix augmentent de nouveau.

Pour la liste des arrivages et des départs, celle des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

ANNONCES
De la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis du shérif et des cours.

Et à la troisième page, nombre d'annonces.

FEUILLETON.

Pour le feuilleton, voir la deuxième page.

Annonces.—On a dû voir dans le Tarif de la Presse que les annonces publiées dans la page du titre payent double prix. Le prix ordinaire est à dire $1 50 le carré par insertion, une fois l'escompte, s'il y a lieu. Les annonces insérées à cette page, et que l'on désire y voir conservées, doivent donc être marquées *Première page* ou *Page d'avant*.

Ventes à l'encan de ce jour.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces

Par O. Lissonnet—Une salle d'assaut contenant toilette et cuisine, douche, chemises de voyage, bottes et souliers.

Par F. Roger & Co—Cinq cents caisses d'ognon, vin rouge et blanc, champagne, porto et sherry vaisselle et cigares. Aussi quatre armes et un poudrier, légèrement avariés.

Par Montgomery & Brosnan—Pentrepot: Wabash, Nouvelle Levée, entre Foyfrax et Lafayette, salubres de belle qualité.

Par J. M. Jacobs—Une Baroche, entre Peyfrax et Perdido, marchandises rechercher, mais offertes à crédit sans bail, &c.

Par E. Roger & Co—Deux leurs salles d'assaut, aux Nos 34 et 40 de la rue Victor Lecture, et aussi fumeuse Par Hi, d'assaut à Mont—Au N. 40 de la rue de Chartres, marchandises avariées et rouillées.

Par Bernard Turpin—sur la Levée, au pied de la rue Conti—Quelques voiles.

Par O. E. Morthy—sur la Levée au pied de la rue Governor Aposius, gore et usage.

La Banque de la Représentation dans l'Etat.

Une des armes principales employées contre la Constitution de 1864, est la proportion exagérée qu'elle accorde à la banque de la Nouvelle-Orléans dans la composition de l'assemblée législative, cette propor ion étant de 11 représentants sur 118 et de 3 sénateurs sur 36, c'est-à-dire plus du tiers pour les représentants et un quart pour les sénateurs. Mais le remède se trouve à côté du mal, car l'article 10 établit les règles qui devront servir à fixer les bases de la représentation sur le nombre des électeurs avant la ligne. Les autorités seront chargées de faire le dénombrement des électeurs le premier dimanche d'octobre prochain, et ensuite tous les dix ans. Le premier recensement aura lieu en 1866, le second en 1870, le troisième en 1876. D'après l'article II, la représentation, à la session qui suit chaque recensement, divise la représentation entre les différentes paroisses suivant le nombre de ses électeurs ; le nombre des représentants ne doit pas dépasser 120, ni être au dessous de 90 celui des sénateurs restera fixé à 36 ; les districts sénatoriaux seront déterminés en égard au chiffre des électeurs.

La base de la représentation congressionnelle est également changée par une loi de la législature de façon à avantager notamment la paroisse d'Orléans, et il y aura des modifications à faire sur ce point à cause de la différence numérique qui existe entre la nouvelle difficulté et celle exigée de tous les membres du gouvernement. Quelques arrestations ont été opérées vendredi à Toronto par les autorités canadiennes. Elles n'ont amené aucune découverte importante.

LES NOUVEAUX FONCTIONNAIRES D'ETAT.

L'entrée en fonctions des fonctionnaires d'Etat nouvellement élus est fixée par l'article 151 de la Constitution de 1864 au quatrième lundi après leur élection. Ce sera, dans le cas actuel, le lundi 4 décembre prochain. Le même article ajoute que le terme des fonctions de ceux qui ont été élus le 22 février 1864 expire le jour de l'installation de leurs successeurs. Les nouveaux fonctionnaires ne sont élus pour quatre ans à partir du second lundi de janvier, précédant leur entrée en fonctions pour le cas où elle n'aurait pas lieu ce jour là ; conséquemment, le terme de quatre ans, dans le cas actuel date du lundi 9 janvier 1865 et s'étend jusqu'au janvier 1869.

L'EMPRUNT JUARISTE

Le *Courrier des Etats Unis* a reçu de M [illegible] de Arroyo, consul de l'empire mexicain à New York, la communication suivante :

New York, 6 novembre

Monsieur le rédacteur, j'ai appris que quelques uns de ceux qui se disent Mexicains ici, ou d'autres individus, résidant en cette ville, et se disant autorisés par Don Benito Juarez, qui n'a aucune juridiction légale au Mexique, cherchent à vendre un emprunt qui leur fournisse quelques sommes pour fomenter plus long temps la révolution et l'anarchie dont la nation souffre actuellement, grâce à l'immoralité et à l'incapacité de la démagogie qui la représente actuellement.

Dans la crainte que quelques personnes égarées seduites par de vaines et irréalisables promesses, et ignorant en outre en ce temps les profonds dont il serait judicieux de tenir compte avant de hasarder les déboursés qu'elles pourraient faire, je crois de mon devoir de protester énergiquement, au nom de mon auguste souverain, de la manière et dans la forme nécessaires.

1° Contre toute aliénation, cession, hypothèque ou tout autre acte qui tende à grever tout ou partie de la dette de l'empire mexicain ;

2° Contre toute cession, hypothèque, aliénation, ou tout autre acte contraire à l'intégrité territoriale et à l'honneur national.

Je juge pas nécessaire de prévenir le public des Etats Unis que, dans le cas où une autorité exercée par M. Benito Juarez serait reconnue, il ne pourrait conclure un emprunt, ou de la constitution mexicaine est explicite à cet égard, puisque dans aucun cas et conformité avec elle, un président n'a jamais contracté un emprunt, ou pour les sénateurs. Mais le remède se trouve à côté du mal, car l'article 10 établit les règles qui devront servir à fixer les bases de la représentation sur le nombre des électeurs avant la ligne. Les autorités seront chargées de faire le dénombrement des électeurs le premier dimanche d'octobre prochain, et ensuite tous les dix ans. Le premier recensement aura lieu en 1866, le second en 1870, le troisième en 1876. D'après l'article II, la représentation, à la session qui suit chaque recensement, divise la représentation entre les différentes paroisses suivant le nombre de ses électeurs ; le nombre des représentants ne doit pas dépasser 120, ni être au dessous de 90 celui des sénateurs restera fixé à 36 ; les districts sénatoriaux seront déterminés en égard au chiffre des électeurs.

La base de la représentation congressionnelle est également changée par une loi de la législature de façon à avantager notamment la paroisse d'Orléans, et il y aura des modifications à faire sur ce point à cause de la différence numérique qui existe entre la nouvelle difficulté et celle exigée de tous les membres du gouvernement. Quelques arrestations ont été opérées vendredi à Toronto par les autorités canadiennes. Elles n'ont amené aucune découverte importante.

Nouvelles du Nord
PAR L'OUEST.

Dans les journaux de St Louis de 18, nous trouvons les dépêches additionnelles qui suivent :

Mouvement de troupes sur le Rio Grande.

Washington, 17 novembre.—Le mouvement de troupes dans le département de Sheridan sont conformes aux instructions émanant de quartier général à la Nouvelle Orléans. Le gouvernement est résolument instruit de ce qui se passe sur le Rio Grande.

RENVOI DE LA GARDE A LA MAISON BLANCHE.

La garde de soldats qui, depuis deux ans, était stationnée autour de la Maison Blanche a été renvoyée hier par ordre du Président.

M. HAHN PERORANT A WASHINGTON.

L'ex-gouverneur Hahn, de la Louisiane, a fait hier une lecture en faveur du suffrage universel.

Une dépêche au *Commercial* dit que la place de collecteur du port à New York continue à absorber l'attention des politiciens ici.

Le Président a décidé que M. Odell garderait sa position actuelle.

Recouvrement d'une traite rebelle.

New York, 17.—Une dépêche au *Times* dit que parmi les choses capturées par les forces fédérales immédiatement avant la fin de la rebellion se trouve une traite appartenant aux rebelles, datée du 12 janvier 1865, pour 3,000 livres sterling, tirée par le gouvernement rebelle sur la maison de Brown, Shipley et Cie, Londres.

Cette traite, il y a quelque temps fut adressée à New York pour être collectée, et aujourd'hui le Secrétaire du Trésor a reçu l'avis officiel que la traite a été payée la somme touchée étant de $14,453 en or.

Grandes contre le Gouvernement.

Du Hole, Pennsylvanie, 17 novembre.—Les officiers du gouvernement viennent de produire des faits qui montrent que la pratique des plus gigantesques fraudes contre le département du Revenu de l'Intérieur.

Hier les officiers ont saisi les puits Nos 17, 51 et 76, trois des plus grands puits de la ferme Homeden. Les réclamations du gouvernement s'élèvent à $148,000, dont $88,000 contre la compagnie de Pétrole des Etats Unis, et $60,000 contre un autre endroit que l'on a fait passer tous ses intérêts pour le but de tromper la partie.

Cette affaire occasionne beaucoup d'agitation et l'on craint de ne pas avoir recours tout.

Le Pont de Londres sur les réclamations américaines.

New York, 16 oct.—Le *Post* [illegible] dit que le gouvernement américain a créé le premier ses opposants belligérants par la proclamation à un blocus, et que M. Seward a fait le premier usage des termes ses [illegible] dans une dépêche officielle. Ce journal croit que la demande en compensation n'est pas à beaucoup près aussi fondée que celle de l'Espagne et du Portugal en 1818, et tranche en disant que M. Johnson ne peut user l'opportunité du précédent créé par un de ses prédécesseurs, et nous pouvons en conséquence raisonnablement espérer que le gouvernement de Washington aura compromettre l'honneur en la dignité de la nation en refusant franchement une demande qui ne pourrait pas être équitablement soutenue.

Le London Times et les Américains.

On lit dans le *London Times* du 3 :

M. Seward vient d'entrer maintenant sur la route unie de la Grande République, après un [illegible] étonnante et rapide en histoire tel que les institutions qu'il représente rendent les autres institutions sur le continent amusantes et servent critiquées, et ridiculement et effacées, nous ne voyons rien impliquer en combattre ni propitier. Personne ne s'opposera à ce que le gouvernement sur de tels principes, si le gouvernement monstrueux chaque devenant plus odieux aux Mexicains que le gouvernement impérial auquel aux Romains. Personne ne voudrait le voir [illegible] de ses bayonnettes étrangères. Il est parfaitement raisonnable que l'empire de Maximilien, une fois établi, soit assez fort pour [illegible] qu'il tire son soutien et sa force de la reconnaissance et de la gratitude du peuple. La traîtrise de la France envers l'empereur, le rappel des troupes françaises sans pour cela [illegible] sont naturel, et après que leur éloignement aient [illegible] les Américains ne verront sur leur [illegible] qu'un prince [illegible] de la France [illegible] et [illegible].

NOUVELLES MEXICAINES

Nous trouvons dans le journal officiel de *Veracruz* du 4 novembre :

M. de Lorencez a reçu de M. Maximilien les pouvoirs de cette vice [illegible]. Il a commencé par [illegible] les Sœurs de charité [illegible] pour [illegible] ainsi [illegible] de [illegible] traité de [illegible].

Le [illegible] de [illegible] les [illegible] fortifiées par les [illegible] de [illegible] de [illegible] Deux [illegible] [illegible] avaient occupé [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] deux. Beaucoup de [illegible] ont [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]